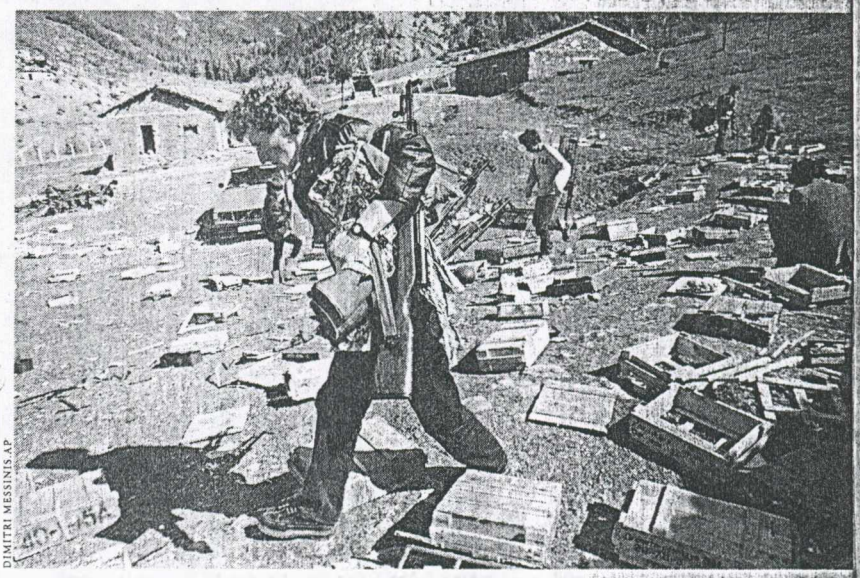
Libération

Le quart de l'Albanie rebelle

A Tirana, Sali Berisha choisit un Premier ministre dans l'opposition.

Tirana *envoyé spécial*

Un quart du territoire albanais échappe désormais au contrôle des autorités mais, comme si de rien n'était, le microcosme politico-médiatique tiraniote s'est agité pendant quarante-huit heures en d'interminables tractations pour la répartition des ministères entre le pouvoir et l'opposition dans le cabinet de «réconciliation nationale». Le président Berisha a finalement nommé un dirigeant socialiste (ex-communiste), la force dominante de l'opposition, au poste de Premier ministre: Bashkim Sino, ancien maire de Gjirokaster, actuellement aux mains de la rébellion. Les marchandages les plus âpres ont porté sur le poste de ministre de l'Intérieur, un portefeuille essentiel dans l'actuelle situation comme plus tard dans la campagne électorale.



DIMITRI MESSINIS AP

Dans la ville de Permeti, un Albanais marche parmi des boîtes de munitions vides, pillées dans un dépôt.

Pendant ce temps, au sud la rébellion consolidait ses positions. L'armée s'est presque complètement retirée sur le fleuve Shkumbinit, à 60 kilomètres à peine au sud de Tirana, près de la ville de Kavaja, un des fiefs du Parti démocratique au pouvoir, comme la plus grande partie du nord du pays. Au-delà de cette limite, les forces gouvernementales ne sont plus guère présentes qu'à Lushnja et Fier qui peuvent tomber à tout moment aux mains des rebelles qui contrôlent déjà treize villes et toutes les bases militaires au sud. Ils refusent de rendre les armes tant qu'il n'y aura pas de nouveau gouvernement et une date pour les élections.

Là, partout s'installent des comités de salut public regroupant notables locaux des partis et souvent les maires, même membres du Parti démocratique, comme à Berat, le plus souvent socialistes, comme à Gjirokaster, aux côtés d'ex-officiers supérieurs communistes, généraux ou colonels, véritables piliers du nouveau pouvoir. Ils structurent une révolte populaire jusque-là aussi spontanée que désordonnée et mettent un semblant d'ordre. Ils posent aussi leurs exigences. *«L'accord entre les partis n'est qu'un début et nous ne rendrons pas les armes tant que Berisha n'aura pas démissionné»*, affirme à Gjirokaster Agim Ghozita, 40 ans, ex-général et ancien commandant de cette importante région militaire jusqu'à son expulsion de l'armée il y a dix-huit mois.

La rébellion contrôle treize villes et toutes les bases militaires au sud.

A Vlora, la ville au cœur de la rébellion, l'ex-général Skender Sera s'est bien gardé de participer lundi à la rencontre en lisière des eaux territoriales sur le porte-hélicoptères *San Giorgio* où 8 représentants du comité de salut public local se sont engagés auprès de l'ambassadeur d'Italie à *«favoriser la remise des armes entre les mains des habitants»*.

A peine quelques heures plus tard, les éléments les plus déterminés de ce comité de 31 membres annonçaient qu'il était hors de question de restituer les armes *«tant que toutes les revendications n'auront pas été satisfaites»*; y compris le remboursement de l'argent perdu dans l'effondrement des pyramides financières.

Dans la station balnéaire de Saranda, c'est un ex-colonel, Xhevat Kociu, qui depuis deux semaines est le leader de la révolte. Chassé de l'armée il y a deux ans, il s'était recyclé dans les affaires, devenu représentant pour la région de Vefa Holding, la plus importante des pyramides financières et la seule ayant jusqu'ici échappé à la banqueroute.

«L'opposition a joué à l'apprenti sorcier et se trouve maintenant dépassée», souligne un diplomate occidental. Les socialistes sont ainsi de plus en plus embarrassés par la tournure des événements. *«Les Albanais doivent comprendre que les armes ne permettent pas de résoudre les problèmes»*, souligne Pandeli Majko, un des jeunes dirigeants modernistes un temps pressenti pour être Premier ministre. Les ex-communistes sont profondément divisés. Lors du congrès en juillet 96, la ligne moderniste ne l'avait emportée que laborieusement. Elle s'incarne dans leur leader, Fatos Nano, brillant technocrate et Premier ministre en 1991, au début de la transition démocratique, condamné il y a trois ans pour corruption après un procès douteux. Sa libération est maintenant imminente sous la pression de la rue.

Mais au sein du parti, et surtout sur ses marges, les «durs» restent nombreux, rêvant de revanche sur ce pouvoir de Sali Bersiha qui les a humiliés depuis mars 1992. Beaucoup ont sauté en marche dans le train de la révolte, faisant comprendre à l'actuelle direction réformiste du parti qu'ils ont obtenu en quinze jours plus de résultats qu'eux en cinq ans. Ces extrémistes exigent une immédiate démission de Sali Berisha. L'opposition unie souhaite en revanche qu'il reste en fonction jusqu'aux élections, craignant qu'autrement ses partisans ne s'arment à leur tour dans leur fief du Nord pour défendre le «Président». Comme hier à Tropoje, sa ville natale à l'extrême nord, où, pour la première fois, une caserne a été pillée. Une logique de guerre civile ●

MARC SEMO

Libération 12.3.97 p.4

A Athènes, l'horizon reste bouché

Les mesures de prévention semblent vaines.

Athènes *de notre correspondante*

Avec les beaux jours, les Athéniens voient apparaître leur mauvais génie: «*Néfos*», le nuage toxique qui recouvre périodiquement le ciel du bassin athénien. Un démon moderne, qui est devenu au fil des années un véritable problème d'Etat. Néfos est apparu à la fin des années 70 où il est né du gigantisme de la capitale grecque qui regroupe plus de quatre millions d'habitants, soit plus du tiers de la population totale de la Grèce. Il provient aussi essentiellement de la concentration industrielle, les trois quarts des industries étant installées dans l'agglomération athénienne. Il suffit que le vent ne souffle plus, que l'ensoleillement ou au contraire que l'humidité augmente pour que le nuage colle parfois à quelque 50 mètres au-dessus du sol, empoisonnant l'air et provoquant de multiples troubles respiratoires et cardio-vasculaires.

Les premières mesures prises en 1982 par le Premier ministre Andréas Papandréou visaient trois objectifs: industrie, chauffage et circulation automobile. Les industries les plus polluantes devaient baisser leur production et leur consommation de mazout de 30%. Le chauffage central des bâtiments publics fut interdit sauf pour les crèches, écoles maternelles et hôpitaux. Et les voitures particulières devaient circuler un jour sur deux selon le chiffre pair ou impair terminant leurs plaques minéralogiques. Mais la plus spectaculaire des mesures fut celle décrétée en 1985 qui modifiait profondément les horaires d'ouverture de la plupart des commerces. Elle faisait notamment disparaître la pause traditionnelle observée par les commerçants grecs pendant la première moitié de l'après-midi et qui obligeait les quatre millions d'Athéniens à une double migration quotidienne. Cette mesure vite contestée pour n'avoir le moindre effet sur le Néfos qui redoublait de nocivité, le gouvernement grec imposa l'interdiction aux quelque 20000 taxis de pénétrer un jour sur deux à l'intérieur de la capitale. Or, les transports publics, bus et trolleybus, auxquels il faut ajouter une unique ligne de métro, se sont montrés insuffisants.

Ainsi, en dix ans, les Athéniens ont triplé l'achat de véhicules, s'en procurant souvent un pour les jours impairs et un second pour les jours pairs. Malgré les mesures de circulation, Néfos a été sacré «*roi de l'année 87*» par la presse grecque puisqu'il a été en grande partie responsable de la mort de quelque 1500 personnes durant la canicule de l'été. Une commission spéciale pour contrôler la pollution provenant des voitures ainsi que des postes de contrôle de la qualité du carburant ont été mis en place en 1988; un an plus tard, la Grèce a commencé à utiliser l'essence sans plomb, décision qui imposera aux Grecs de nouvelles voitures. Plusieurs ministères et services de la préfecture d'Athènes ont été transférés dans la banlieue athénienne.

Quand le nuage toxique a fait son apparition magistrale, en plein hiver, à la veille du nouvel an 1988, le gouvernement grec a décidé de prendre des mesures «*sévères et historiques*», interdisant l'accès aux voitures particulières dans le centre historique.

> ***«La mesure des plaques paires et impaires n'est pas une panacée, mais elle diminue de 30% le problème du Néfos.» Christina Tomazinaki***

Toutes ces mesures de circulation réglementée, qui restent valables, semblent avoir peu d'effet sur la qualité de la vie en Attique. Selon une récente étude du département de santé et d'épidémiologie de l'université d'Athènes, il existe une relation certaine entre l'augmentation du nombre de décès et celle du taux de fumée dans l'atmosphère: alors qu'il meurt en moyenne 35 personnes par jour à Athènes, ce chiffre passe à 41 lorsque le taux de fumée dépasse 350 mg par m³. La politique des gouvernements successifs face à la pollution fait souvent l'objet de nombreuses critiques. Les écologistes grecs accusent les autorités de se donner en alibi la mesure «*des plaques paires et impaires*» alors qu'ils ne prennent toujours aucune mesure contre les industries polluantes. Ils accusent encore le ministère des Transports de permettre la circulation de bus urbains, de fabrication hongroise, très polluants, des camions de livraison à toute heure, d'innombrables motos et mobylettes ainsi qu'une bonne partie des taxis roulant toujours au diesel, malgré l'interdiction. «*Toute critique est la bienvenue*», répond Christina Tomazinaki, conseillère du ministre de l'Environnement Costas Laliotis. «*La mesure des plaques paires et impaires n'est pas une panacée mais elle diminue de 30% le problème du Néfos*, rajoute-t-elle. *Il n'est donc pas question de la supprimer*» ●

SOPHIA GIANNAKA